
Aide au développement : la percée chinoise au Tadjikistan et au Kirghizstan



Nargis Kassenova

Janvier 2009

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et économiques, chercheurs et experts à l'échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

Centre Russie/NEI

© Droits exclusivement réservés – Ifri – Paris, 2009

ISBN : 978-2-86592-431-8

IFRI

27 RUE DE LA PROCESSION
75740 PARIS CEDEX 15 – FRANCE

TEL. : 33 (0)1 40 61 60 00

FAX : 33 (0)1 40 61 60 60

E-MAIL : ifri@ifri.org

IFRI-Bruxelles

RUE MARIE-THERESE, 21
1000 BRUXELLES

TEL. : 32(2) 238 51 10

FAX : 32 (2) 238 51 15

E-MAIL : info.eurifri@ifri.org

SITE INTERNET : www.ifri.org

Russie.Nei.Visions

Russie.Nei.Visions est une collection numérique consacrée à la Russie et aux nouveaux États indépendants (Biélorussie, Ukraine, Moldavie, Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan et Kirghizstan). Rédigés par des experts reconnus, ces articles *policy oriented* abordent aussi bien les questions stratégiques et politiques qu'économiques.

Cette collection respecte les normes de qualité de l'Ifri (évaluation par des pairs et suivi éditorial).

Si vous souhaitez être informé des parutions par courrier électronique (ou obtenir des informations complémentaires), vous pouvez écrire à l'adresse suivante : info.russie.nei@ifri.org

Derniers numéros

– Didier Chaudet, « Terrorisme islamiste en Grande Asie centrale : "Al-Qaïdisation" du djihadisme ouzbek », *Russie.Nei.Visions*, n° 35, décembre 2008 ;

– Stephen Aris, « L'OCS : poste d'observation sino-russe », *Russie.Nei.Visions*, n° 34, septembre 2008 ;

– Andreï Kortounov, « Coopération universitaire russo-américaine. Quel nouveau modèle après l'aide technique ? », *Russie.Nei.Visions*, n° 33, août 2008.

Auteur

Nargis Kassenova est professeur associée au département de sciences politiques de l'Institut Kazakhstanaise de Management, Economie et Recherche Stratégique (KIMEP). Ses principaux domaines de recherche sont la sécurité en Asie centrale, la géopolitique de l'Eurasie, la sécurité de l'énergie et la politique étrangère du Kazakhstan. Parmi ses récentes publications : « Kazakhstan: Rich in Natural Resources, Poor in Social Capital » [Kazakhstan: riche en ressources naturelles, pauvre en capital social] in T. Inoguchi (dir.), *Human Beliefs and Values in Incredible Asia: South and Central Asia* [Convictions et valeurs humaines dans l'incroyable Asie : Asie du Sud et Asie centrale], Tokyo, Akashi shoten, 2008 ; « A View from the Region » [Un regard régional] in N. Melvin (dir.), *Engaging Central Asia. The European Union's New Strategy in the Heart of Eurasia* [Encourager l'Asie centrale. La nouvelle stratégie de l'Union européenne au cœur de l'Eurasie], Bruxelles, Centre for European Policy Studies, 2008 ; « The EU in Central Asia: Strategy in the Context of Eurasian Geopolitics » [L'UE en Asie centrale : stratégie dans le contexte de la géopolitique eurasiennne], *Central Asia and the Caucasus*, vol. 4 (46), 2007.

L'auteur tient à exprimer sa gratitude à toutes les personnes interviewées pour leur aide précieuse lors de ses séjours au Tadjikistan et au Kirghizstan.

Sommaire

RESUME	4
INTRODUCTION.....	5
L'APPROCHE CHINOISE DE L'AIDE AU DEVELOPPEMENT.....	7
ÉVOLUTION ET PARTICULARITES DE L'ASSISTANCE CHINOISE AU DEVELOPPEMENT	7
LES MECANISMES DE L'AIDE AU DEVELOPPEMENT	10
L'AIDE CHINOISE AU TADJIKISTAN ET AU KIRGHIZSTAN	12
LES INTERETS ET LES POLITIQUES DE LA CHINE EN ASIE CENTRALE	12
L'AIDE CHINOISE AU DEVELOPPEMENT DU TADJIKISTAN.....	15
L'AIDE CHINOISE AU DEVELOPPEMENT DU KIRGHIZSTAN.....	19
LA MONTEE DE L'INFLUENCE CHINOISE EN ASIE CENTRALE	23
L'INFLUENCE CHINOISE EN ASIE CENTRALE (COMPARAISON AVEC L'AFRIQUE)	23
LES IMPLICATIONS DE L'AUGMENTATION DE L'INFLUENCE CHINOISE SUR L'ASIE CENTRALE.....	25
RECOMMANDATIONS A L'UE.....	27
ANNEXE 1. PROJETS D'INFRASTRUCTURE CHINOIS AU TADJIKISTAN	29
ANNEXE 2. PROJETS D'INFRASTRUCTURE CHINOIS AU KIRGHIZSTAN	30

Résumé

La Chine est devenue un important fournisseur d'aide au développement (par le biais de subventions et de crédits préférentiels) aux États d'Asie centrale. La présente étude est consacrée aux deux plus grands demandeurs et bénéficiaires de cette aide dans la région : le Tadjikistan et le Kirghizstan. Elle analyse les caractéristiques de cette aide, compare la politique menée dans ce domaine par la Chine en Asie centrale à celle qu'elle conduit en Afrique, et met en évidence les conséquences de cet engagement chinois qui ne cesse de croître. Compte tenu de l'intérêt de l'Union européenne (UE) pour cette zone – affirmé, notamment, dans sa Stratégie pour l'Asie centrale adoptée en 2007 –, l'auteur alimente la réflexion de Bruxelles sur la manière d'interpréter ce rôle croissant de la Chine dans le développement de cette région et les leçons à en tirer.

Cette étude est fondée sur des séjours de recherche effectués au Tadjikistan et au Kirghizstan entre juin et août 2008 grâce à une bourse du ministère norvégien des Affaires étrangères. Elle s'inscrit dans le projet de *Regional Competence-Building for Think-Tanks in the South Caucasus and Central Asia* organisé par l'Institut norvégien des affaires internationales.

Introduction

Trois décennies de réformes économiques ont fait de la République Populaire de Chine (RPC) l'une des plus importantes économies de la planète. En 2007, elle a été classée au quatrième rang mondial en termes de PIB et au second rang en termes de parité de pouvoir d'achat. En un laps de temps relativement court, de pays pauvre et majoritairement agraire, elle est devenue « l'usine du monde » et dispose désormais des plus grandes réserves financières du globe.

L'un des résultats de cette transformation de la Chine est son nouveau rôle de fournisseur d'aide au développement, un rôle qu'elle prend très à cœur. Alors que, tout au long des années 1980 et 1990, la Chine a reçu bien plus d'aide qu'elle n'en a elle-même accordé, depuis le début du millénaire elle a significativement augmenté son assistance aux pays étrangers, sous la forme de crédits préférentiels ou de subventions. Cette tendance a accompagné le développement de ses relations commerciales et l'intensification de sa quête planétaire de ressources naturelles. Par conséquent, les principaux bénéficiaires de l'aide chinoise sont ses voisins asiatiques – y compris les États d'Asie centrale et les pays africains riches en matières premières¹.

L'aide au développement proposée par Pékin connaît un grand succès. Cela s'explique par plusieurs facteurs. Premièrement, l'absence de toute conditionnalité, contrairement à la pratique des donateurs occidentaux, qui demandent au pays bénéficiaire de procéder à des réformes en échange de l'aide accordée². Par conséquent, les dirigeants des États bénéficiaires préfèrent avoir affaire aux Chinois. Deuxièmement, grâce à sa main-d'œuvre efficace et bon marché, la Chine peut rapidement mener des projets à terme.

L'aide chinoise est très prisée par les gouvernements des États bénéficiaires. En même temps, les élites politiques et économiques, mais aussi la majeure partie de la population de ces pays, s'interrogent sur les effets négatifs de cette aide, et sur l'augmentation générale de la présence chinoise qu'elle entraîne. Incapables de concurrencer l'industrie chinoise,

Traduit de l'anglais par Boris Samkov.

¹ Il n'existe aucune estimation officielle de la répartition géographique de l'aide chinoise au développement. Environ 40 % de cette aide sont destinés à l'Asie, 25 % à l'Afrique, 13 % à l'Amérique latine et à l'Amérique centrale, et 10 % aux autres pays. Voir : G.T. Chin et B.M. Frolic, « Emerging Donors in International Development Assistance: The China Case » [Les donateurs émergents de l'aide internationale au développement], Partnership and Business Development Division, IDRC (CRDI), décembre 2007, p. 12.

² Site Internet du ministère chinois des Affaires étrangères. « China's Independent Foreign Policy of Peace » [La Chine et sa politique étrangère de paix indépendante], 18 août 2003, <www.fmprc.gov.cn/eng/wjdt/wjzc/t24881.htm>.

les industries locales sont en danger. Les entreprises chinoises amènent leur propre main-d'œuvre ; par conséquent, peu d'emplois sont créés au niveau local et aucun transfert technologique n'a lieu. En Asie centrale, la crainte d'une immigration chinoise massive, avec le défi démographique et culturel qu'elle représenterait, est réelle.

Alors que l'aide de la Chine aux pays africains suscite beaucoup d'attention et fait l'objet de nombreux travaux, il n'existe pratiquement aucune étude consacrée à celle que ce pays accorde à l'Asie centrale³. Il s'agit ici de lancer la discussion sur ce sujet, en essayant de mettre en évidence et d'expliquer la politique actuelle de la Chine en matière d'aide au développement en Asie centrale.

Même si les cinq États d'Asie centrale – Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan – bénéficient tous, dans une certaine mesure, de l'aide chinoise au développement, la présente étude sera centrée sur deux d'entre eux : le Tadjikistan et le Kirghizstan. Les raisons de ce choix sont les suivantes :

– Le Tadjikistan est le principal bénéficiaire de l'aide au développement chinoise dans la région (sur près de 900 millions de dollars de prêts accordés par le président Hu Jintao, Douchanbe a obtenu 600 millions).

– La part du Kirghizstan est moins élevée, mais pourrait bien augmenter significativement une fois que seront lancés les projets actuellement en négociation (la construction du chemin de fer Chine-Kirghizstan-Ouzbékistan et la participation chinoise au secteur hydroélectrique). En outre, les échanges commerciaux du Kirghizstan avec la Chine sont plus importants que les échanges sino-tadjiks, et le pays accueille de nombreux marchands et travailleurs saisonniers chinois.

– Le Tadjikistan et le Kirghizstan sont les deux pays les plus pauvres d'Asie centrale. Par conséquent, ils sont les plus grands demandeurs d'aide et d'investissements en provenance de l'étranger. Cette dépendance les rend vulnérables à des pressions extérieures. Les acteurs qui exerceront la plus grande influence sur ces deux États pourront peser sur l'évolution de la région entière.

Après l'analyse des intérêts de la Chine en Asie centrale et de la façon dont ils sont poursuivis par le biais de l'aide au développement, des recommandations seront formulées afin d'aider à la réflexion de l'Union européenne (UE) sur sa politique centre-asiatique.

³ L'unique exception est un rapport de S. Peyrouse, « Economic Aspects of the Chinese-Central Asian Rapprochement », *Silk Road Papers*, septembre 2007, <www.silkroadstudies.org/new/docs/Silkroadpapers/2007/0709China-Central_Asia.pdf>.

L'approche chinoise de l'aide au développement

Évolution et particularités de l'assistance chinoise au développement

La Chine a commencé à fournir de l'aide aux pays en développement au milieu des années 1950. Ses objectifs étaient alors d'aider les États post-coloniaux à se moderniser et à devenir autonomes (selon le principe « les pauvres aident les pauvres ») ; de faire progresser dans le tiers-monde l'internationalisme communiste et, plus tard, le non-alignement ; et de réduire l'influence du gouvernement taiwanais. Cette aide était fondée sur les « Huit principes de l'aide chinoise aux pays du Tiers-Monde » présentés par Zhou Enlai en 1964 : accent sur l'égalité des parties et leur bénéfice mutuel ; respect de la souveraineté et absence de conditionnalité ; accord de prêts à taux zéro ou à faible taux ; aide au renforcement de l'indépendance et de l'autonomie des États bénéficiaires ; mise en œuvre de projets nécessitant un faible investissement et susceptibles d'apporter des résultats rapides ; fourniture d'équipements et de matériaux de qualité aux prix du marché ; assistance technique efficace ; et, enfin, rémunération des experts selon les normes locales⁴.

À la fin des années 1970, Pékin a commencé à réexaminer les lignes directrices de son aide au développement. Les aspects idéologiques ont été supplantés par les priorités de développement de la Chine. En 1983, le gouvernement a défini quatre principes : égalité et bénéfices mutuels ; accent sur l'obtention de résultats concrets ; diversité des formes d'action ; et poursuite du progrès commun. Il privilégiait les projets qui apportaient des bénéfices économiques à la fois à la Chine et au pays récipiendaire.

L'aide chinoise au développement a été constante et régulière, mais limitée par le manque de moyens. Dans les années 1980 et 1990, la Chine a reçu plus d'aide qu'elle n'en a accordé. Mais sa spectaculaire croissance économique, qui a accompagné la transition vers l'économie de marché, a complètement modifié la donne. La Chine est désormais un important fournisseur d'aide au développement.

L'aide chinoise au développement se distingue de celles des donateurs traditionnels par de nombreux aspects. Premièrement, elle

⁴ G.T. Chin et B. M. Frolic, *op. cit.* [1], p. 4.

manque de clarté et de transparence. À la différence des pays membres du Comité d'Aide au Développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'État chinois n'a jamais donné une définition officielle de l'aide au développement⁵. En fait, les termes « aide au développement » ou « assistance au développement » ne sont employés que quand il s'agit des donateurs occidentaux. Les Chinois préfèrent parler de « coopération sud-sud » et de « partenariat stratégique » (notions qui comprennent « l'égalité politique et la confiance réciproque, la coopération économique gagnant-gagnant et les échanges culturels »)⁶.

Le gouvernement chinois ne possède pas d'organisme dédié à l'aide au développement et ne publie pas de rapports fournissant une information complète sur son activité en matière d'aide à l'étranger. Les experts qui s'intéressent à ces questions font leurs propres calculs en se fondant sur des informations accessibles au grand public (principalement des données rapportées par les médias). En règle générale, les officiels chinois refusent de parler de la répartition géographique ou sectorielle de ces dépenses⁷.

D'après une étude conduite par le Centre d'Études Chinoises de l'Université de Stellenbosch, la réflexion sur la définition des formes d'aide au développement serait actuellement en cours⁸. Il est cependant peu probable que la rhétorique de « solidarité des pays du Sud » soit abandonnée à court terme. En revanche, on peut s'attendre à l'amélioration des mécanismes d'aide et à une plus grande transparence, dans la mesure où la Chine soigne son image d'acteur international crédible et responsable.

Deuxième particularité de poids : l'absence de conditionnalité. Les hommes politiques et les experts chinois soulignent le fait que la politique étrangère de leur pays est fondée sur les principes de non-ingérence dans les affaires intérieures des États étrangers et de coopération sur un pied d'égalité. Une telle approche, couplée avec sa disponibilité et sa rapidité à accorder son aide, contribue à l'image de la Chine en tant que grande puissance bienveillante, source d'ordre et de prospérité, disposant d'un rayonnement mondial et d'une sensibilité aux préoccupations locales.

Une part importante de l'aide chinoise au développement est consacrée à des projets d'infrastructures dépolitisés ; dans le même temps, les Chinois insistent beaucoup moins que les donateurs occidentaux sur le développement des capacités (*capacity building*) internes du pays. La Chine offre son propre exemple de développement sans imposer de projets ou de modèles à suivre.

⁵ L'Aide Publique au Développement (APD), telle que définie par le Comité d'Aide au Développement de l'OCDE, comprend les flux dirigés vers les pays, les territoires et les institutions multilatérales en développement, et fournis par des agences nationales officielles, surtout pour la promotion du développement et de la prospérité économiques. Elle inclut l'assistance et la coopération techniques. L'APD est de nature concessionnelle, les subventions en constituant 25 % ou plus.

⁶ Déclaration du Sommet de Pékin du FOCAC, 5 novembre 2006.

⁷ G.T. Chin et B.M. Frolic, *op. cit.* [1], p. 12.

⁸ M. Davies, *How China Delivers Assistance to Africa* [Comment la Chine aide l'Afrique], Center for Chinese Studies, Université de Stellenbosch, février 2008, p. 1.

Troisièmement, Pékin subordonne sa politique d'aide aux besoins de son propre développement. Les officiels chinois ne cessent de rappeler que la Chine est un pays en développement et qu'elle ne doit pas, dès lors, être comparée aux États donateurs traditionnels⁹. Cette approche reflète les principes de *lisuonengji* (chacun doit agir au mieux de ses capacités), *liangli erxing* (chacun doit faire ce qu'il sait faire), et de « coopération gagnant-gagnant ».

L'assistance est étroitement liée à la promotion des intérêts économiques chinois. La condition clé pour l'octroi d'un crédit préférentiel est la participation de compagnies chinoises. Le gouvernement de Pékin utilise ces prêts pour soutenir l'expansion régionale et mondiale des activités de ses champions nationaux tels que les compagnies pétrolières CNPC, Sinopec et CNOOC ; les entreprises du bâtiment comme China Road and Bridge ou China Railway company ; des compagnies minières comme Zijin Mining ; etc. Cette approche est inscrite dans le cadre de la stratégie de développement extérieur de la Chine. Il est à noter que le gouvernement accorde une grande importance à la réputation des compagnies chinoises à l'étranger. Si l'une de ces compagnies manque à ses obligations, elle se voit retirer son contrat, elle est rapatriée et risque même de perdre sa licence commerciale pour le marché intérieur¹⁰.

Un autre objectif est l'accès aux ressources naturelles nécessaires pour alimenter la croissance économique chinoise. La Chine est l'un des principaux importateurs nets de pétrole, et ses besoins en énergie ne cessent d'augmenter. Désireux de garantir sa sécurité énergétique, le gouvernement chinois fait de grands efforts pour renforcer ses relations avec les États riches en pétrole. Ces derniers sont souvent pauvres, sous-développés et autoritaires. Par conséquent, ils accueillent avec reconnaissance l'aide de la Chine, dont ils apprécient l'absence de conditionnalité. En retour, pour préserver de bonnes relations avec Pékin, ils offrent aux compagnies chinoises l'accès à leurs champs de gaz et de pétrole. Ce même schéma est employé par Pékin pour accéder à divers métaux également nécessaires au développement chinois. Pour sécuriser ses investissements, Pékin a développé un modèle de prêts en échange des ressources : le pays bénéficiaire garantit le prêt avec ses ressources (par exemple, son or). Le gouvernement chinois a conclu de tels arrangements « ressources contre aide » (sur le modèle dit « angolais ») avec les pays d'Asie centrale.

Quatrièmement, comme indiqué plus haut, la Chine n'a pas rejoint la communauté des donateurs existante. Elle se présente comme un fournisseur d'aide au développement autonome et, souvent, alternatif. Toutefois, elle répond de plus en plus favorablement aux efforts des donateurs occidentaux visant à nouer un dialogue sur ces questions et à coordonner les activités occidentales et chinoises. En 2006, Pékin a lancé le Centre international de lutte contre la pauvreté en Chine (IPRCC), conjointement avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), et avec le soutien de plusieurs autres

⁹ *Ibid.*, p. 4.

¹⁰ *Ibid.*, p. 20.

organisations de développement : la Banque mondiale (BM), la Banque asiatique de développement (BAD), le Département britannique pour le développement international et l'allemand GTZ. L'IPRCC se consacre à la recherche, aux échanges d'expertise et à la formation en matière de lutte contre la pauvreté. En 2006, la Chine a également lancé un autre projet, conjointement avec le PNUD : le China-Africa Business Council (CABC), qui est chargé de coordonner les liens avec les partenaires africains, avec la BAD, ainsi qu'avec les entreprises et associations industrielles chinoises. En Asie centrale, la Chine est impliquée dans le programme de Coopération économique régionale en Asie centrale (CAREC), lancé en 1997 par un groupement d'organisations multilatérales (la BAD, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement [BERD], le Fonds monétaire international [FMI], la Banque islamique de développement [BID], le PNUD et la Banque Mondiale [BM])¹¹. La Chine participe à ce programme à la fois en tant que donateur et en tant que bénéficiaire.

Pékin se montre prudent à l'égard des accords multilatéraux de coopération avec les donateurs traditionnels. Plutôt que d'intégrer complètement la communauté du développement existante, elle préfère fonder ses propres organismes multilatéraux. En 2000, elle a lancé le Forum sur la coopération Chine-Afrique (FCCA). En Asie centrale, la Chine a joué un rôle clé dans la création de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) en 2001. Depuis, elle utilise cette instance pour promouvoir une coopération économique avec les États centre-asiatiques basée sur le commerce et l'aide au développement.

Les mécanismes de l'aide au développement

Alors que la définition de l'aide au développement reste à élaborer, les mécanismes permettant de fournir cette aide sont déjà en place. L'aide chinoise au développement est dispensée de trois manières : subventions, prêts à taux zéro et prêts concessionnels. Les subventions sont généralement versées en nature, dans le cadre de divers projets, à la demande du pays bénéficiaire, afin de minimiser la corruption. Les crédits préférentiels ou concessionnels sont débloqués par le gouvernement et versés par la Banque chinoise d'import-export (Eximbank). Le ministère du Commerce subventionne la différence de taux d'intérêt (le ministère approuve ce processus, et les fonds pour la subvention sont prélevés sur le budget destiné à l'aide à l'étranger, qui dépend du ministère des Finances)¹². Il s'agit de prêts à moyen ou long terme, dont le principal critère d'octroi est la rentabilité des projets.

¹¹ Les membres du CAREC sont l'Afghanistan, l'Azerbaïdjan, la Chine (qui se concentre sur la région autonome du Xinjiang), le Kazakhstan, le Kirghizstan, la Mongolie, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan.

¹² Par exemple, si un prêt concessionnel a été accordé avec un taux d'intérêt de 3 % et que le taux d'intérêt du marché est de 8 %, les 5 % restants sont prélevés sur les fonds désignés comme « aide étrangère » par le ministère des Finances.

Généralement, les prêts concessionnels sont officiellement accordés au pays bénéficiaire mais, dans les faits, le gouvernement de ce pays peut ne jamais recevoir ces fonds. Ils peuvent en effet être directement transférés à la compagnie chargée de mettre en oeuvre les projets, dès qu'elle remporte l'appel d'offres, la facture indiquant que le pays bénéficiaire est le titulaire officiel du prêt. De cette manière, l'argent reste à l'intérieur du système chinois. Selon ces règles, les prêts concessionnels sont employés pour fournir de l'équipement, des matériaux, des technologies et des services. Au moins 50 % des marchés prévus au contrat doivent être passés en Chine. Eximbank est la seule entité administrative qui gère le financement des prêts concessionnels¹³.

L'aide chinoise au développement est principalement de type « clés en main ». Les compagnies chinoises qui remportent un appel d'offres amènent leurs propres spécialistes, leur main-d'œuvre et leur équipement. Selon l'étude du Centre d'études chinoises, la préférence accordée aux travailleurs chinois n'est pas automatique. Cependant, compte tenu du manque de savoir-faire dans de nombreux pays bénéficiaires, l'importation de travailleurs chinois bien formés se révèle parfois nécessaire¹⁴. De plus, l'utilisation de travailleurs chinois fiables et bon marché permet de garantir le respect des délais du projet et de son budget.

¹³ Voir : <www.english.eximbank.gov.cn>.

¹⁴ M. Davies, *op. cit.* [8], p. 17.

L'aide chinoise au Tadjikistan et au Kirghizstan

Les intérêts et les politiques de la Chine en Asie centrale

Avant l'effondrement de l'URSS, les contacts entre la Chine et les républiques d'Asie centrale étaient réduits au strict minimum. Depuis l'indépendance des États centre-asiatiques, Pékin s'est activement mis à bâtir des relations bilatérales avec chacun d'entre eux. Sa politique générale à l'égard de la région s'inscrit dans le cadre du « bon voisinage », défini comme le souhait de « maintenir des relations amicales avec ses voisins, renforcer leur sentiment de sécurité et contribuer à leur prospérité » (*mulin, ailin, fulin*).

La priorité initiale de cette politique était de régler les différends frontaliers opposant la Chine à trois États centre-asiatiques : le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan¹⁵. En avril 1996, la Chine, la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan ont signé le Traité sur le renforcement des mesures de confiance en matière militaire dans les régions frontalières. Les parties ont réduit les effectifs de leurs troupes déployées dans les zones frontalières et ont lancé d'autres mesures visant à renforcer leur confiance réciproque. La Chine a réglé ses différends frontaliers avec le Kazakhstan en 1998, avec le Kirghizstan en 1999 et avec le Tadjikistan en 2002.

Officiellement, ces accords ont été présentés comme de grands succès diplomatiques pour le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan. Cependant, leurs populations y ont, le plus souvent, réagi négativement. Le mécontentement qu'a suscité le « transfert de terres kirghizes » par des politiciens corrompus est devenu l'un des principaux motifs des manifestations, défilés et grèves de la faim qui ont eu lieu au Kirghizstan au printemps 2002, culminant par des actes de violence dans le district d'Aksy. Au Tadjikistan, la branche du Pamir du Parti social-démocrate a voulu organiser une manifestation de protestation contre l'accord de délimitation des frontières – qui, selon elle, allait à l'encontre des intérêts de la population locale –, mais elle en a été empêchée. Les journaux ayant soulevé cette question ont été fermés.

¹⁵ La Chine a environ 1 700 kilomètres de frontières avec le Kazakhstan, près de 1 000 kilomètres avec le Kirghizstan et 450 kilomètres avec le Tadjikistan.

Une fois le problème de la délimitation des frontières et de la sécurité résolu, Pékin a pu se concentrer sur une autre question sécuritaire : les mouvements séparatistes de la région autonome du Xinjiang. Dès le départ, les gouvernements d'Asie centrale se sont montrés prêts à coopérer avec la Chine sur ce dossier. En 1998, la Chine, la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan, membres du forum des « Cinq de Shanghai », créé en 1996 pour traiter des questions de sécurité aux frontières, ont signé une déclaration proclamant leur volonté de combattre ensemble le terrorisme et d'empêcher que leurs territoires respectifs ne soient utilisés pour des activités susceptibles de menacer la souveraineté, la sécurité et l'ordre social d'un autre État membre. En juin 2001, l'Ouzbékistan a rejoint les « Cinq de Shanghai ». Les six États ont formé l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), destinée notamment à combattre le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme¹⁶.

Vers la fin des années 1990, les intérêts chinois ont commencé à évoluer de la sécurité militaro-politique aux questions énergétiques et commerciales. Depuis 2001, le renforcement de la concurrence pour l'accès aux réserves d'énergie a mis l'approvisionnement énergétique au cœur de la stratégie et de la diplomatie de Pékin en Asie centrale¹⁷. La Chine a investi dans le secteur de l'énergie au Kazakhstan, en Ouzbékistan et au Turkménistan. Elle a construit le pipeline Atasu-Alashankou, qui relie les champs de pétrole du Kazakhstan central aux raffineries du Xinjiang. Elle a également commencé à mettre en oeuvre des projets ambitieux visant à acheminer le gaz turkmène et ouzbek sur le marché chinois afin de permettre à la Chine de diversifier ses approvisionnements énergétiques¹⁸.

Hormis le pétrole et le gaz, les États d'Asie centrale fournissent à la Chine des métaux ferreux et non-ferreux, ainsi que des métaux rares. La participation de compagnies chinoises au secteur minier en Asie centrale a également augmenté. En contrepartie, les États centre-asiatiques importent des biens manufacturés chinois. Le volume des échanges commerciaux a augmenté d'une manière spectaculaire : en 1992, les échanges entre la Chine et les États d'Asie centrale (Turkménistan excepté) s'élevaient à environ 500 millions de dollars ; en 2005, ils ont atteint 8,7 milliards de dollars.

L'ouverture de nouvelles routes entre la Chine et l'Asie centrale a facilité le commerce. Il existe à présent cinq voies routières et ferroviaires reliant la Chine à l'Asie centrale. En outre, la Chine a ouvert plus de cinquante lignes de transport international par camion vers l'Asie centrale.

La Chine a effectué des investissements considérables dans les infrastructures de transport la reliant à l'Asie centrale, mais aussi dans la modernisation des routes de cette région elle-même. Ces investissements répondent à deux objectifs. Premièrement, ils offrent aux entreprises

¹⁶ S. Aris, « L'OCS : poste d'observation sino-russe », *Russie.Nei.Visions*, n° 34, septembre 2008, <www.ifri.org/files/Russie/Ifri_RNV_Aris_SCO_FR.pdf>.

¹⁷ H. Zhao, « Central Asia in China's Diplomacy » [L'Asie centrale dans la diplomatie chinoise], in E. Rumer, D. Trenin, et H. Zhao, *Central Asia. Views from Washington, Moscow and Beijing* [L'Asie centrale. Regards de Washington, Moscou et Pékin], Armonk, London: M. E. Sharpe, 2007, p. 144.

¹⁸ *Ibid*, p. 146.

chinoises, particulièrement celles de la région du Xinjiang, l'accès à des marchés proches, ainsi que la possibilité de transporter les biens chinois vers d'autres marchés, *via* l'Asie centrale. Selon un sinologue kazakhstanaï, « la "contribution" de l'Asie centrale au développement du Xinjiang est inestimable »¹⁹. Depuis les années 1990, plus de 80 % du commerce extérieur du Xinjiang se fait avec les États d'Asie centrale.

Deuxièmement, du point de vue des experts chinois, la coopération économique est mutuellement bénéfique dans la mesure où elle crée des possibilités pour le développement de cette région enclavée, et contribue ainsi au renforcement de la sécurité générale. La Chine souhaite avoir à ses frontières une ceinture d'États amis stables. Depuis 2000, l'aide au développement accordée par Pékin est de plus en plus généreuse. Au sommet de Tachkent de l'OCS, en 2004, afin de promouvoir le développement social et économique des pays membres de l'OCS, le président chinois Hu Jintao s'est engagé à leur accorder 900 millions de dollars de crédits préférentiels à l'exportation²⁰.

Le *modus operandi* de la coopération économique en Asie centrale est similaire à celui que la Chine emploie en Afrique. Pékin soutient le commerce en accordant des crédits à ses compagnies et en aidant à créer des zones économiques franches (ZEF). Les pionniers dans ce domaine ont été le Kazakhstan et le Kirghizstan, qui ont établi des ZEF dès le début des années 1990. Le Tadjikistan a mis en place deux ZEF en octobre 2008. En septembre 2003, le premier ministre chinois Wen Zhibao a proposé de créer une ZEF dans le cadre de l'OCS. Cette idée a été accueillie avec circonspection par les autres membres de l'OCS, économiquement moins dynamiques (la Russie et les États d'Asie centrale).

Le commerce entre, d'une part, la Chine et, de l'autre, le Kirghizstan et le Tadjikistan a significativement augmenté depuis que les États d'Asie centrale ont obtenu leur indépendance. Aujourd'hui, la Chine est le quatrième partenaire commercial du Tadjikistan après la Russie, la Turquie et le Kazakhstan²¹. Les échanges commerciaux ne cessent d'augmenter. En 1992, ils s'élevaient à 2,75 millions de dollars ; ils étaient de 68,93 millions de dollars en 2004 et de 234,81 millions de dollars en 2006 ; entre 1996 et 2006, les exportations de la Chine au Tadjikistan ont augmenté de 3000 % (passant de 7,64 millions de dollars à 218,43 millions)²². La Chine a l'intention de mettre en place à Karasu, près

¹⁹ K. Syroežkin, « Kazahstansko-kitajskoe torgovo-ekonomičeskoe sotrudničestvo: sostoânie i problemy », [Coopération commerciale et économique entre le Kazakhstan et la Chine : état des lieux et problèmes], *Kazahstan v globalnyh problemah* [Kazakhstan dans les problèmes globaux], n° 1, 2006, p. 48.

²⁰ *People's Daily Online*, 18 juin 2004, <http://english.people.com.cn/200406/18/eng20040618_146720.html>.

²¹ D'après le Comité d'État aux Statistiques, les quatre principaux partenaires commerciaux du Tadjikistan en 2006 étaient la Russie (37 %), la Turquie (32,5 %), le Kazakhstan (13 %) et la Chine (11,5 %).

²² H. Zhao, *op. cit.* [17], p. 177.

du poste de douane à la frontière séparant la Chine du Tadjikistan, une ZEF à l'instar de celle de Dostyk et Khorgos, au Kazakhstan²³.

En 1992, le volume des échanges commerciaux bilatéraux entre la Chine et le Kirghizstan était de 35,84 millions de dollars ; en 2004, ce chiffre est passé à 602 millions et, en 2006, il a atteint 1,644 milliard de dollars (dont 1,549 milliard d'exportations chinoises). Ces échanges massifs ont un impact à la fois positif et négatif sur l'économie kirghize. D'un côté, ces échanges créent des emplois et permettent aux habitants d'avoir accès à des biens de qualité et bon marché ; de l'autre, la production locale ne peut pas rivaliser avec l'industrie chinoise.

L'aide chinoise au développement du Tadjikistan

Le Tadjikistan est le principal bénéficiaire de l'aide chinoise au développement. Il a obtenu 600 millions sur les 900 millions de dollars de crédits préférentiels accordés par Pékin aux États de l'OCS. En outre, il a reçu 30 millions de dollars en subventions (données arrêtées au 1 janvier 2007). La Chine a aidé à la formation du personnel tadjik pour divers secteurs de l'économie, de la culture, de l'éducation, de l'armée, des gardes-frontières et de la garde nationale.

Les plus grands projets que la Chine a financés jusqu'à présent sont la reconstruction de l'autoroute Douchanbe-Tchanak (y compris la construction du tunnel de Chakhristan), la construction du tunnel de Char-Char et l'installation de lignes à haute tension Nord-Sud et Lolazor-Khatlon.

En 2004, le président Hu Jintao a annoncé que la RPC était prête à offrir des crédits d'achat préférentiels. Le gouvernement tadjik a alors préparé 53 propositions de projets d'une valeur totale d'un milliard de dollars. En mars 2006, le gouvernement tadjik et Eximbank – seule banque habilitée à gérer les prêts concessionnels – ont signé un accord d'entente préalable. Les Chinois ont approuvé trois grands projets (la construction des lignes à haute tension Nord-Sud et Lolazor-Khatlon, et la reconstruction de l'autoroute Douchanbe-Tchanak-Khodjent) et ont lancé des appels d'offres à l'attention des compagnies chinoises.

Le projet Lolazor-Khatlon a été lancé en mai 2006 et achevé en juin 2008. La Chinese Tebian Electric Apparatus Stock Company (TBEA) a construit entre Dangara et Koulab une ligne électrique à 220 kV longue de 90 kilomètres. Le coût total en a été d'environ 58 millions de dollars, dont 55,1 millions ont été couverts par le prêt chinois et 2,9 millions réglés par le gouvernement tadjik. Cette ligne approvisionne la région de Khatlon avec l'électricité produite par les centrales hydroélectriques de Sangtuda 1 et 2.

²³ Le poste de douane Karasu-Koulma, sur la frontière sino-tadjike, a été ouvert en mai 2004. Auparavant, il n'y avait aucune voie d'accès directe entre ces deux pays.

Dans le futur, elle pourrait permettre d'exporter de l'électricité vers l'Afghanistan²⁴.

Cette même compagnie, la TBEA, est chargée de la construction de la ligne à haute tension Nord-Sud, d'une longueur de 350 kilomètres. Ce chantier a également été lancé en mai 2006, grâce à un prêt de 267 millions de dollars accordé par Eximbank. Le projet devrait être achevé au printemps 2010.

Le projet d'autoroute Douchanbe-Tchanak-Khodjent a démarré en juillet 2006. D'après l'accord, la China Road and Bridge company devait reconstruire l'autoroute de 354 kilomètres qui relie Douchanbe (la capitale du Tadjikistan) à Khodjent, la ville principale de la province du nord, et à Tchanak, à la frontière ouzbèke. Une série de galeries et de tunnels rendront possible l'utilisation de la route même en cas d'importantes chutes de neige. Jusqu'ici, en hiver, le nord et le sud du pays pouvaient rester coupés l'un de l'autre pendant des semaines, voire des mois. Les travaux devraient se terminer en août 2010. Eximbank a accordé pour ce projet un prêt de 281 millions de dollars (sur 295,9 millions de dollars de montant total).

Parmi les propositions de projets soumises par le gouvernement tadjik, il y avait également la construction du tunnel de Char-Char sur la route Douchanbe-Koulab. Un accord a été obtenu en juillet 2005, et en juin 2006 le Conseil des appels d'offres pour l'aide à l'étranger du ministère du Commerce chinois a retenu l'offre de la Chinese Railway Company. La construction a démarré en octobre. Le tunnel de 2 230 kilomètres de long, creusé sous le col de Char-Char, à 80 kilomètres au sud-est de Douchanbe, reliera la capitale à l'est du pays. Le budget estimé pour ce projet est de 38 millions de dollars. La Chine investit quelque 30 millions dans la construction, qui devrait être achevée en août 2009.

Le tunnel réduira de 40 minutes la durée du trajet de Douchanbe à Dangara, ville natale du président Rakhmonov. Il est à noter que, à la différence des autres subventions, celle-ci n'a pas été mentionnée dans les rapports sur l'aide à l'étranger pour l'année 2006 établis par le Comité d'État pour les investissements et la gestion de la propriété d'État du Tadjikistan. En revanche, elle est présentée comme une aide à titre gracieux du gouvernement de Pékin, dans un document plus récent également publié par le Comité, les « Profils des partenaires du développement 2008-2009 »²⁵. L'accord sur la coopération technico-économique (une subvention pour la construction du tunnel de Char-Char) a été signé pendant la visite du président Hu Jintao au Tadjikistan en août 2008. Plusieurs personnes interviewées l'ont interprété comme un cadeau fait au président Rakhmonov.

Le montant total des prêts d'Eximbank s'élève à 603,5 millions de dollars, soit 43 % de tous les crédits d'investissement étrangers, ce qui fait d'Eximbank le premier créancier du Tadjikistan. La Banque asiatique de

²⁴ <Asia-Plus News>, 25 juin 2008, <www.asiaplus.tj/news/16/33613.html>.

²⁵ Comité d'Etat pour les investissements et la gestion de la propriété d'État du Tadjikistan, en coopération avec le PNUD au Tadjikistan, « Development Partner Profiles 2008-2009 » [Profils des partenaires du développement 2008-2009], Douchanbe, 2008, p. 69.

développement (BAD) arrive en deuxième position, avec 201,95 millions (14,53 %) et la BM en troisième, avec 118,1 millions (8,5 %). Ces prêts ont une durée d'environ 20 ans, et les remboursements doivent commencer en 2011²⁶.

La Chine est donc devenue le premier investisseur au Tadjikistan (juste devant la Russie) et son plus important créancier²⁷. Étant donné qu'il a été annoncé, lors de la visite du président Hu Jintao en août 2008, qu'Eximbank allait allouer 400 millions de dollars de crédits préférentiels à divers projets tadjiks, cette dette va encore augmenter²⁸.

L'une des surprises de cette étude a été la découverte du fait que, pendant que les experts politiques énuméraient avec certitude les prêts concédés dans le cadre de l'OCS, les fonctionnaires directement chargés de suivre ces prêts ignoraient si ces derniers provenaient de l'OCS et les considéraient comme des crédits bilatéraux traditionnels. Autre découverte : les projets chinois comportent peu, ou pas du tout, d'assistance technique, les compagnies chinoises amenant leurs propres spécialistes et leurs propres ouvriers.

La politique consistant à importer la main-d'œuvre conduit à un paradoxe apparent. Tandis que les travailleurs tadjiks migrent régulièrement en grand nombre vers la Russie ou vers le Kazakhstan, les emplois créés par les projets de construction au Tadjikistan sont attribués à des travailleurs chinois. Les Tadjiks sont rares dans ces projets et, pour la plupart d'entre eux, ils sont employés en tant que chauffeurs ou comme ouvriers occasionnels non-qualifiés. L'accord stipule que les travailleurs tadjiks devraient constituer au moins 30 % de la main-d'œuvre, mais toutes les personnes interrogées affirment que ce n'est pas le cas²⁹.

Plusieurs explications de cette situation peuvent être avancées. Les compagnies chinoises préfèrent recourir à de la main-d'œuvre chinoise parce que celle-ci est disciplinée, travailleuse et bon marché. Le salaire moyen d'un ingénieur est d'environ 3 000 yuans (près de 340 dollars) ; quant aux ouvriers, ils peuvent être payés 100 dollars par mois.³⁰ Le journaliste indépendant David Trilling avance le chiffre de 10 dollars par jour, sur la base d'entretiens avec des travailleurs chinois³¹. Les travailleurs tadjiks ne peuvent pas concurrencer leurs homologues chinois.

La qualité de leur travail et le soutien de l'État rendent les compagnies chinoises hautement compétitives. Hormis les projets financés

²⁶ <TopTJ.com>, 14 août 2008, <www.toptj.com/ShowNews.aspx?news_id=0259E607-4515-4704-8806-75AFC2C3CEE5>.

²⁷ « Tajikistan: An Economic Perspective » [Tadjikistan : une perspective économique], n° 6 (59), 4 juillet 2008, <www.asiaplus.tj/en/articles/179/2327.html>.

²⁸ Site Internet du président du Tadjikistan, <www.president.tj/rus/novostee_270808b.html#>.

²⁹ Entretien avec la directrice adjointe d'un important centre de recherches, Almaty, juin 2008.

³⁰ Correspondance personnelle avec la directrice adjointe d'un important centre de recherches, novembre 2008.

³¹ D. Trilling, « Tajikistan: A Chinese Road to the Future » [Le Tadjikistan: une route chinoise vers l'avenir], *Eurasia Insight*, 8 janvier 2007, <www.eurasianet.org/departments/insight/articles/eav080107a.shtml>.

par la Chine, elles remportent également des appels d'offres financés par des donateurs multilatéraux comme la BM et la BAD. La China Road and Bridge company a ainsi remporté l'appel d'offres pour la construction de la partie de la route Douchanbe-Och que finance la BAD.

Tandis qu'au Kazakhstan et au Kirghizstan la question des travailleurs chinois est parfois politisée (à cause des craintes d'« infiltration » chinoise), elle est considérée avec neutralité au Tadjikistan. Ce sujet est peu abordé dans les médias locaux. L'agence d'information Asia-Plus a consacré un reportage aux travailleurs chinois au Tadjikistan. Un autre reportage portait sur l'extinction d'espèces rares (serpents et tortues) autour des sites de construction chinois, à cause des préférences gastronomiques des travailleurs étrangers. Avesta a consacré un sujet à des querelles ayant opposé des travailleurs chinois à des habitants locaux à Koulab. D'après le directeur d'Asia-Plus, les journaux de langue tadjike ont publié quelques articles sur les dangers de l'immigration chinoise³².

Il n'existe aucune estimation officielle du nombre de travailleurs immigrés. D'après une interview réalisée par le Centre d'Études Stratégiques, en 2007-2008, 4 000 visas ont été accordés à des travailleurs chinois³³. Nos interlocuteurs ont avancé des nombres allant de 7 000 à 10 000. Selon certaines sources, il y aurait 30 000 citoyens chinois travaillant sur divers projets d'infrastructures au Tadjikistan³⁴. Certains de nos interlocuteurs se sont montrés préoccupés par l'augmentation du nombre de Chinois présents dans le pays.

Plusieurs interlocuteurs ont fait part de leur inquiétude à propos de l'impact global que la coopération économique et l'augmentation du commerce bilatéral pourraient avoir sur l'économie du Tadjikistan. Les produits bon marché en provenance de Chine menacent la production locale. Plus il y aura d'échanges avec la Chine, plus les habitants locaux seront tentés d'abandonner l'agriculture ou l'industrie manufacturière pour le commerce.

Grâce à ses crédits, la Chine est aujourd'hui le plus grand investisseur au Tadjikistan, devant la Russie. Mais le volume de ses investissements directs à l'étranger (IDE) demeure relativement bas. Selon l'Agence d'État pour les investissements étrangers du Tadjikistan, au 1^{er} avril 2008 la Chine avait investi 50,14 millions de dollars dans le pays. Ces investissements sont principalement répartis entre deux secteurs : exploitation minière et infrastructures de télécommunications. En 2007, une compagnie chinoise a acheté 75 % plus une action de la joint-venture Zarafchan (mines d'or), pour 4,15 millions de dollars ; et, en 2008, une compagnie de télécommunications chinoise a acheté l'opérateur de téléphonie mobile tadjik TK Mobile pour 26,66 millions de dollars³⁵.

Pendant sa visite officielle au Tadjikistan en août 2008, Hu Jintao a indiqué plusieurs domaines dans lesquels la coopération devait être

³² Interview avec un journaliste Tadjik, Douchanbe, juin 2008.

³³ Interview avec un analyste Tadjik, Douchanbe, juin 2008.

³⁴ D. Trilling, *op. cit.* [31].

³⁵ Entretien à l'Agence d'État pour les investissements étrangers de la République du Tadjikistan, juin 2008.

approfondie : les télécommunications, l'industrie manufacturière, l'industrie agroalimentaire, l'extraction de charbon, d'uranium et d'autres métaux, ainsi que la construction de centrales électriques. À l'occasion de cette visite, Zijin Mining, le premier producteur d'or chinois, a signé un accord d'entente préalable avec le gouvernement du Tadjikistan. Zijin a l'intention d'investir 146 millions de dollars dans un projet de mines d'or au Tadjikistan, et envisage de faire de même pour des mines d'argent et de zinc³⁶.

La production hydroélectrique est un autre secteur dans lequel la Chine est prête à investir, car elle a besoin d'électricité pour le développement de ses régions occidentales. En 2006, l'une des plus grandes compagnies chinoises spécialisées dans la construction de digues, de barrages et de centrales hydroélectriques, Sinohydro, a annoncé avoir plusieurs projets sur les rivières Zarafchan et Sourkhob. En janvier 2007, Sinohydro a signé un accord avec Barqi Tojik (la compagnie tadjike d'électricité) pour la construction d'une centrale hydroélectrique sur la rivière Zarafchan. L'accord prévoyait que la banque chinoise Eximbank fournisse un prêt préférentiel de 200 millions de dollars pour la réalisation de ce projet. La centrale devait permettre de réduire la dépendance du Tadjikistan (en particulier celle du district de Pendjikent) envers les importations d'électricité en provenance d'Ouzbékistan et du Kirghizstan. Mais en juillet, Sinohydro s'est soudainement retirée du projet, probablement sous la pression de l'Ouzbékistan, où la Chine a d'importants projets énergétiques. Tachkent redoute que la construction de centrales hydroélectriques au Tadjikistan ne réduise la quantité d'eau disponible en aval, en Ouzbékistan.

Il est à noter que, contrairement aux élites du Kazakhstan et du Kirghizstan, qui craignent que la montée du rôle économique de la Chine ne finisse par se transformer en influence politique, nos interlocuteurs tadjiks n'ont pas exprimé de sentiments comparables. On peut supposer que l'augmentation de l'engagement de la Chine au Tadjikistan rende le gouvernement tadjik plus sensible aux intérêts et aux sujets de préoccupation chinois. La dénonciation officielle des émeutes tibétaines de 2008 par le ministre tadjik des Affaires étrangères en est une preuve.

L'aide chinoise au développement du Kirghizstan

Le Kirghizstan est un autre grand bénéficiaire de l'aide au développement en Asie centrale. La part de la Chine a été jusqu'ici peu élevée, mais on peut prévoir sa croissance dans un avenir proche.

Dans le cadre de sa politique de bon voisinage, la Chine offre régulièrement des aides au gouvernement du Kirghizstan. Il est difficile d'en évaluer le montant total, mais le ministère du Développement

³⁶ *China Daily*, 31 juillet 2008, <www.chinadaily.com.cn/bizchina/2008-07/31/content_6893900.htm>.

économique et du Commerce du Kirghizstan donne les chiffres suivants à propos de l'assistance technique chinoise : 1,82 millions de dollars en 2000-2001 et 7,248 millions de dollars en 2002-2004³⁷. Le gouvernement chinois a offert des fonds pour la construction de l'hôpital national et de nombreuses écoles, pour le développement de l'agriculture et pour d'autres projets. Il a également fourni plus de 50 millions de yuans (l'équivalent de 7,4 millions de dollars) pour la tenue du sommet de l'OCS à Bichkek en août 2007.

La première expérience de prêt chinois à des conditions préférentielles a échoué. En avril 1994, les gouvernements chinois et kirghiz ont signé un accord sur la construction d'une usine de papier sino-kirghize dans la ville de Tokmok. L'accord stipulait que la Chine devait fournir un crédit d'État de 50 millions de yuans (près de 7,4 millions de dollars) pour dix ans, à un taux d'intérêt de 4 %. La condition était que les machines, l'équipement et les pièces de rechange nécessaires à la construction de l'usine proviendraient de Chine. En avril 1998, Eximbank a signé un nouvel accord de crédit préférentiel, d'un montant de 100 000 yuans (près de 14,7 millions de dollars) pour 15 ans, à un taux d'intérêt de 3 %. La production fut lancée en grande pompe en 2002. Mais trois ans plus tard, l'usine faisait faillite. L'audit commandé par l'État a révélé d'importantes malversations financières et violations du régime de migration par les employés chinois³⁸.

Le deuxième grand projet a été négocié dans le cadre des prêts préférentiels chinois aux pays de l'OCS. Il a été entendu que la banque chinoise Eximbank allait fournir 70 millions de dollars pour la construction d'une cimenterie à Kyzyl-Kiya (région de Batken). Il est intéressant de souligner que ce crédit est garanti par la banque kazakhe Turan-Alem, ce qui rend la coopération trilatérale. L'usine doit être construite par la compagnie chinoise CAMC Engineering, la production devant commencer en mars 2009. Une fois qu'elle tournera à plein régime, soit 2 500 tonnes par jour, cette usine satisfera les besoins en ciment du sud du pays et pourra également exporter vers le reste de l'Asie centrale³⁹.

Comme au Tadjikistan, la Chine se montre intéressée par le développement des infrastructures de transport au Kirghizstan. Elle a déjà investi 7,5 millions de dollars dans la construction de l'autoroute Chine-Kirghizstan qui relie Kachgar, dans la région autonome du Xinjiang, aux villes kirghizes d'Irkechtam et d'Och (le projet a été financé par la Banque islamique de développement)⁴⁰. Il est prévu de terminer les travaux de réhabilitation sur la partie kirghize de l'autoroute fin 2010.

³⁷ Site internet du ministère du Développement économique et du Commerce du Kirghizstan, <www.mert.kg/investments/assistance_strategy/technical_assistance>.

³⁸ Kyrgyzstan Development Gateway, 9 janvier 2006, <<http://rus.gateway.kg/news/kyrgyzstan/economics/1162>>.

³⁹ *Russian Business*, 27 août 2007, <www.rb.ru/news/business/2007/08/27/113633.html>.

⁴⁰ *People Daily*, 2 septembre 2006, <http://english.peopledaily.com.cn/200609/02/eng20060902_298887.html>.

À présent, les gouvernements kirghiz et chinois négocient la construction d'un chemin de fer Chine-Kirghizstan-Ouzbékistan⁴¹. La partie chinoise a déjà décidé de la construction du chemin de fer Kachgar-Torougart et inclus ce projet dans son plan quinquennal de développement 2006-2010. La réalisation du tronçon kirghiz (Toruugart-Uzgen-Kara-Suu, 268 kilomètres) est plus problématique. Même si le gouvernement du Kirghizstan est très désireux de voir ce projet aboutir, il n'a pas les moyens de le financer. D'après l'évaluation préliminaire effectuée en 2006 (financée par une subvention de la RPC d'un montant de 2,12 millions de dollars), le projet devrait coûter 1,3 milliard de dollars, soit environ 2 milliards en tenant compte de l'inflation. Ce prix élevé est dû aux difficultés techniques qu'impose ce terrain montagneux dont le point culminant se trouve à 3 600 mètres au-dessus du niveau de la mer.

Le gouvernement kirghiz souhaite mettre sur pied un consortium d'investisseurs. Or les investisseurs hésitent, car ils doutent de la rentabilité du projet. En 2006, les Chinois ont proposé d'accorder 1,2 milliard de dollars en crédits préférentiels pour la construction du chemin de fer en échange de l'accès aux ressources minières kirghizes. Ils étaient particulièrement intéressés par l'or, proposant que ce dernier, après avoir été récupéré dans les mines, soit déposé à la Banque chinoise de développement (BCD) et rendu au Kirghizstan une fois que l'investissement dans le chemin de fer aura commencé à apporter des bénéfices⁴². Cette proposition a suscité une importante controverse au Kirghizstan, où certains experts ont affirmé que ce n'était pas la manière la plus prudente d'utiliser les ressources nationales⁴³.

Les IDE de la Chine au Kirghizstan sont relativement faibles. D'après nos sources au ministère du Développement économique et du Commerce du Kirghizstan, ils s'élèvent depuis 1999 à 60 millions de dollars (ce qui les place loin derrière les investissements de la Russie ou du Kazakhstan). Ils ont surtout été consacrés à la construction de petites usines et aux mines. Parmi les plus grands projets, citons l'acquisition, par la compagnie chinoise Shen Zhou Mining, d'une mine d'or et de cuivre dans l'ouest du Kirghizstan pour 10 millions de dollars en décembre 2007, et le contrat de 25,3 millions de dollars signé en février 2008 par Lingbao Gold pour développer la mine d'or d'Istanbul⁴⁴.

La Chine est intéressée par l'importation d'électricité kirghize, et le gouvernement kirghiz a toujours invité Pékin à investir dans son secteur hydroélectrique. En 2004, la Chine et le Kirghizstan ont formé un partenariat pour la construction de deux centrales hydroélectriques sur la rivière Naryn, mais ces accords ont été annulés à cause de la révolution des Tulipes de 2005. Étant donné que l'intérêt est réciproque, on peut

⁴¹ À terme, cette voie de chemin de fer pourrait être incorporée dans le corridor de transport Pékin-Paris.

⁴² <24.kg>, 15 août 2006, <<http://24.kg/economics/2006/08/15/5770.html>>; NBCentral Asia, 13 novembre 2006, <www.iwpr.net/?p=bkg&s=b&o=325357&apc_state=henbbkgdate2006>.

⁴³ <NBCentral Asia>, *op. cit.* [42].

⁴⁴ SBM, 29 juillet 2008, <www.crusher-china.com/News-Info/07/29/2008/Gold-Lingbao/Gold-Lingbao.html>.

s'attendre à de nouveaux accords entre les compagnies énergétiques kirghizes et chinoises.

Parmi les élites politiques et la communauté des experts kirghizes, les attitudes à l'égard de la Chine sont mitigées. L'accord sur la délimitation des frontières signé par le gouvernement d'Askar Akaev a été sévèrement critiqué par de nombreux opposants, ce mécontentement conduisant aux événements sanglants d'Aksy. Après la révolution des Tulipes, Pékin redoutait l'arrivée au pouvoir d'hommes politiques animés de sentiments anti-chinois. Mais la visite que le nouveau président Kourmanbek Bakiev a effectuée dans la capitale chinoise en juin 2006 les a rassurés.

La question la plus importante est celle de l'immigration de marchands et de travailleurs chinois au Kirghizstan, facilitée par la construction de voies de communications et par l'ouverture de l'économie kirghize. Les estimations du nombre d'immigrés chinois au Kirghizstan varient de 20 000 à 100 000. Tous n'étant pas entrés au Kirghizstan légalement, il est difficile d'obtenir des données précises. On sait que certains d'entre eux restent au Kirghizstan après l'expiration de leur visa, d'autres y entrent *via* des pays tiers et obtiennent des papiers au marché noir ou en épousant des femmes kirghizes.

Les immigrés chinois sont perçus comme des concurrents car travailleurs, entrepreneurs et capables de vivre et de travailler dans des conditions difficiles. Il existe une crainte de les voir occuper la majorité des emplois sur un marché du travail déjà restreint, voire de prendre le contrôle de certains secteurs de l'économie nationale. Tout comme au Tadjikistan, les commerçants et travailleurs chinois s'installent au Kirghizstan, tandis que les marchands et travailleurs kirghizes prennent le chemin de la Russie ou du Kazakhstan. D'après l'un de nos interlocuteurs, il est possible que, dans l'avenir, les immigrés chinois et leurs descendants forment une minorité importante, capable d'exercer une influence politique à l'intérieur du pays.

Les immigrés chinois facilitent la rapide progression du commerce sino-kirghize. L'un de nos interlocuteurs a souligné le lien qui existe entre le commerce avec la Chine et les hommes politiques locaux qui, directement ou indirectement, le contrôlent et en bénéficient. Le propriétaire du marché de Dordoï, à Bichkek, l'un des principaux centres du commerce avec la Chine, est un politicien. Le frère du président Bakiev travaille pour sa part à l'ambassade kirghize à Pékin. Un autre interlocuteur a remarqué que les membres du gouvernement se rendent volontiers en Chine car celle-ci règle leur problèmes en leur fournissant subventions et prêts. Ainsi, la Chine commence à jouer le rôle de « protecteur » pour les politiciens kirghizes, et le commerce avec la Chine est l'une des sources de leur fortune personnelle.

La montée de l'influence chinoise en Asie centrale

L'influence chinoise en Asie centrale (comparaison avec l'Afrique)

Depuis la fin des années 1990, la Chine a accentué sa présence en Afrique et en Asie centrale. Les échanges commerciaux entre l'Afrique et la Chine ont connu une accélération considérable : entre 2001 et 2006, les exportations de l'Afrique vers la Chine ont augmenté chaque année de 40 % (passant de 4,8 milliards de dollars à 28,8 milliards) tandis que les importations africaines en provenance de Chine quadruplaient pour atteindre la somme de 26,7 milliards de dollars. L'augmentation des échanges commerciaux entre la Chine et l'Asie centrale a été tout aussi spectaculaire⁴⁵. Entre 2000 et 2003, leur montant a été multiplié par trois (passant d'un milliard de dollars à 3,3 milliards) et entre 2004 et 2006, par deux et demi (de 4,3 milliards de dollars à 10,8 milliards)⁴⁶. Dans ces deux zones géographiques, cette tendance devrait se maintenir dans les années à venir.

L'aide chinoise au développement fournie sous forme de prêts préférentiels a connu un développement parallèle à cette hausse des échanges commerciaux. Fin 2005, Eximbank avait approuvé des prêts de plus de 6,5 milliards de dollars destinés à des projets en Afrique. Les estimations de la BM sont encore plus élevées : d'après les données tirées de sources accessibles au public, les prêts chinois pour la construction d'infrastructures en Afrique subsaharienne représentaient, à eux seuls, 12,5 milliards de dollars à la mi-2006.

La Chine est devenue un partenaire commercial de premier plan et un créancier important, aussi bien pour les pays africains que pour ceux d'Asie centrale. Ce rôle économique grandissant se traduit par une influence politique accrue. L'un des principaux indicateurs en est le choix politique fait par les pays en question à propos de la reconnaissance de Taiwan. Alors que, dans les années 1960, Taiwan (la République de Chine)

⁴⁵ J.-Y. Wang, *What Drives China's Growing Role in Africa?* [Où mène le rôle croissant de la Chine en Afrique ?], IMF Working Paper, octobre 2007, p. 5.

⁴⁶ L. Muzaparova, « Introduction » in L. Muzaparova (ed.) *Kitaj i strany Central'noj Azii v sovremennyh geopolitičeskikh realiâh* [La Chine et les pays d'Asie centrale dans le contexte géopolitique actuel], Center for Chinese Studies under the Institute of World Economy and Politics, Almaty, 2008, p. 7.

était reconnue par seize États africains, leur nombre est aujourd'hui tombé à huit. Pékin et Taipei se livrent une concurrence acharnée en Afrique et en Amérique centrale par le biais de l'aide au développement, mais Pékin est en train de gagner du terrain. La Chine a invité les huit pays à participer au FCCA, et deux d'entre eux ont répondu à l'invitation⁴⁷. Quant aux États d'Asie centrale, ils ont tous adopté la position « une seule Chine » dès leur indépendance.

Autre question internationale d'importance majeure pour la Chine : la réforme des Nations unies et le souhait du Japon d'obtenir un siège permanent au Conseil de sécurité. Pékin est opposé à cette demande. Le Japon est l'un des principaux fournisseurs d'aide au développement aux pays africains, et il s'est engagé en 2008 à doubler son aide publique au développement (APD) pour l'Afrique dans les cinq prochaines années (faisant passer le montant annuel de cette aide de 900 millions de dollars à 1,8 milliard en 2012). Mais, jusqu'à présent, Tokyo a été déçu par la tiédeur du soutien des pays africains⁴⁸.

En Asie centrale, où le Japon est également un fournisseur d'aide majeur (2,5 milliards de dollars en 2006), sa demande d'un siège permanent au Conseil de sécurité a reçu un soutien plus affirmé. En juin 2006, le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan ont signé le Plan d'action de dialogue « Asie centrale plus Japon », dans lequel ils ont souligné qu'il était urgent de réformer les Nations unies et plus particulièrement le Conseil de sécurité. Ils « ont exprimé l'espoir de voir le Japon jouer un rôle plus politique dans la communauté internationale et ont confirmé qu'ils soutiendraient à l'unanimité la candidature du Japon au statut de membre permanent du Conseil de sécurité »⁴⁹. Six mois plus tard, en décembre 2006, pendant une visite en Chine, le président du Kazakhstan Nursultan Nazarbaev a signé un autre document – « La Stratégie de coopération entre la République populaire de Chine et la République du Kazakhstan pour le 21^{ème} siècle » – par lequel les deux parties s'accordaient sur le fait qu'il est nécessaire de réformer l'ONU, mais s'opposaient à ce que cette réforme soit « effectuée dans la précipitation »⁵⁰. Il est difficile de prévoir combien de temps cette politique du balancier (dite « diplomatie multi-vectorielle »), propre à tous les États d'Asie centrale, pourrait être maintenue.

Globalement, Pékin est écouté et respecté, et ses initiatives sont soutenues aussi bien en Afrique qu'en Asie centrale. Les forums multilatéraux – le FCCA et l'OCS – peuvent être considérés comme des projets réussis et prometteurs à long terme. Ces forums ne sont que les

⁴⁷ Ph. Liu, « Cross-Strait Scramble for Africa : A Hidden Agenda in China-Africa Cooperation Forum » [La rivalité entre la Chine et Taiwan en Afrique : un agenda secret du Forum de coopération Chine-Afrique], *Harvard Asia Quarterly*, Vol. 5, n° 2, printemps 2001.

⁴⁸ R. Jaura, « United Nations : Africa Keeps Japan Guessing on Security Council Seat » [ONU : l'Afrique hésite sur la question du siège du Japon au Conseil de sécurité], IPS News, 4 juin 2008, <<http://ipsnews.net/news.asp?idnews=42654>>.

⁴⁹ Site internet du ministère japonais des Affaires étrangères, <www.mofa.go.jp/region/europe/dialogue/action0606.html>.

⁵⁰ Site internet du Bureau du Commissaire du ministère des Affaires étrangères chinois dans la Région administrative spéciale de Hong Kong, 21 décembre 2006, <www.fmccprc.gov.hk/eng/zgwjsw/t285011.htm>.

composantes d'une stratégie chinoise plus vaste. Les initiatives de la Chine en Afrique et en Asie centrale (ainsi qu'en Asie du Sud-Est, en Amérique latine et au Moyen-Orient) s'inscrivent dans l'ambition de Pékin d'accéder (par des voies pacifiques) au statut de puissance mondiale et de renforcer ses relations tant avec ses principaux voisins qu'avec les régions clés de la planète⁵¹.

Les implications de l'augmentation de l'influence chinoise sur l'Asie centrale

La progression de la Chine en Asie centrale est rapide et couvre un large champ. Le commerce et l'aide ne cessent d'augmenter. La Chine a réussi à engager les États d'Asie centrale dans un format de coopération régionale : l'OCS. Le dialogue politique au plus haut niveau est régulier et fructueux. La Chine est de plus en plus perçue par les gouvernements d'Asie centrale comme une source de soutien moral et financier (ce qui écarte dans une certaine mesure leur protecteur traditionnel, la Russie). Il est à noter que la première visite à l'étranger du président de l'Ouzbékistan Islam Karimov après les événements d'Andijan en 2005 a été effectuée à Pékin.

Une étude entière pourrait être consacrée à l'évaluation des implications de l'influence chinoise croissante en Asie centrale. L'analyse effectuée plus haut nous permet toutefois de tirer quelques conclusions préliminaires. Deux aspects interdépendants doivent être mis en exergue : les implications pour le développement économique et les implications pour le développement politique des États d'Asie centrale.

La plus grande partie de l'aide chinoise au développement est allouée aux projets d'infrastructure. Les avantages d'avoir de bonnes routes, des lignes à haute tension et des centrales hydroélectriques sont indiscutables. La construction des infrastructures de transports aide les États d'Asie centrale à se désenclaver, ce qui augmente leur potentiel de développement. La Chine joue un rôle clé de ce point de vue : elle dispose de moyens financiers, d'entreprises expérimentées, d'une main-d'œuvre bon marché et disciplinée, et d'un savoir-faire indiscutable en matière de négociations et de réalisation de projets.

La Chine construit des routes qui relient son territoire à l'Asie centrale, mais également des voies qui relient les pays d'Asie centrale entre eux, contribuant ainsi à l'intégration régionale. Cependant, tout comme la Russie, la Chine souhaite participer activement à cette intégration régionale.

Les nouvelles infrastructures de transports vont permettre d'augmenter les échanges entre la Chine et les États d'Asie centrale. D'une

⁵¹ B. Gill, C.-H. Huang et J.S. Morrison, « Assessing China's Growing Influence in Africa » [Évaluer l'influence croissante de la Chine en Afrique], *China Security*, vol. 3, n° 3, été 2007, p. 8.

part, les produits chinois bon marché permettent aux habitants d'Asie centrale, appauvris, de conserver un certain niveau de vie. De l'autre, ils représentent une concurrence très rude pour les industries locales.

Les avantages de la construction de centrales hydroélectriques et de lignes à haute tension sont plus évidents. La production d'électricité est une industrie prometteuse pour le Tadjikistan et le Kirghizstan, qui sont tous deux des États pauvres. Ces projets sont toutefois compliqués, car plusieurs questions relatives à l'énergie hydraulique en Asie centrale demeurent non-résolues. La Chine pourrait contribuer à trouver un arrangement satisfaisant pour toutes les parties, ce qui ferait d'elle un arbitre et un médiateur en Asie centrale et renforcerait, par conséquent, son influence politique sur la région.

Le renforcement permanent de la présence et du poids économique de la Chine va probablement se traduire par une augmentation de son influence politique, et affecter à la fois la politique intérieure et la politique étrangère des États d'Asie centrale. Plus la Chine possède en Asie centrale d'intérêts et de biens (réserves d'énergie, pipelines, mines, usines), plus elle sera tentée d'exercer de grandes responsabilités en matière de défense de la sécurité de la région. Ses intérêts seraient alors considérés comme légitimes. Plus les États d'Asie centrale seront dépendants de la Chine sur les plans économique et financier, et plus son rôle global dans la région sera important. Les gouvernements centre-asiatiques seraient alors fortement incités à aligner leurs positions sur celles de Pékin.

De telles évolutions pourraient conduire à un changement de la donne géopolitique dans la région. Il deviendrait plus difficile pour les États d'Asie centrale de garder un équilibre entre les intérêts des grandes puissances. La Russie, dont les positions dans la région sont assez solides, pourrait résister à la pression ; mais l'Union européenne, les États-Unis et le Japon pourraient voir leur influence fléchir. Cette situation ne devrait pas servir les intérêts des pays d'Asie centrale, qui se retrouveraient alors coupés d'États et d'organisations qui pourraient être pour eux des sources de modernisation politique.

Recommandations à l'UE

Il s'agit, pour l'UE, de tirer des conclusions suivantes de cette situation :

1. L'UE doit prendre conscience de la montée de l'influence chinoise en Asie centrale et de ses implications. Les États d'Asie centrale se retrouveront bientôt à la croisée des chemins et devront décider dans quelle direction ils doivent aller dans l'avenir. La Russie, pleine d'assurance, et la puissante Chine sont en train de resserrer leur étau sur cette région. La marge de manœuvre des autres acteurs s'en trouve réduite, mais, dans le même temps, cela stimule le désir des gouvernements centre-asiatiques (notamment, du Kazakhstan) d'établir des liens plus étroits avec l'Occident. L'UE peut profiter de cette occasion.

2. Il sera très difficile pour l'UE de se montrer efficace en Asie centrale si elle agit seule. Mais elle peut réfléchir à des partenariats avec d'autres acteurs. Un partenaire évident serait le Japon, avec lequel l'UE partage des valeurs essentielles ainsi qu'une préférence pour les approches « douces » (c'est-à-dire fondées sur la coopération). L'UE et le Japon sont tous deux des donateurs de premier plan pour l'Asie centrale, ils souhaitent avoir de meilleures relations avec la Russie et la Chine, et aspirent à exercer des responsabilités pour assurer la sécurité de l'Eurasie.

3. Il est important de prendre en considération le rôle de la Russie en Asie centrale. Si le poids de la Chine dans la région venait à augmenter au détriment de celui de la Russie, Moscou réagirait avec irritation et pourrait bien réviser sa politique centre-asiatique en faveur d'un partenariat plus étroit avec l'Europe. La Russie et l'UE ont un grand potentiel, jusqu'à présent sous-exploité, pour bâtir la coopération et le partenariat stratégique, y compris en Asie centrale.

4. Certaines leçons peuvent être tirées de l'aide au développement fournie par la Chine. L'UE ne possède pas les mêmes arguments que la Chine, mais elle peut recentrer son aide au développement de manière à réduire le gaspillage, accroître l'efficacité de cette aide et utiliser au mieux les ressources allouées. La nouvelle Stratégie pour l'Asie centrale adoptée par l'UE en 2007 est un pas dans cette direction.

5. La Chine est intéressée par le maintien de la sécurité et par la bonne gouvernance dans la région ; elle met en avant le règne de la loi plus que la démocratisation. La bonne gouvernance est indispensable pour améliorer la sécurité et, également, pour créer un climat d'affaires favorable aux compagnies chinoises. Il va sans dire que les approches de l'Europe et de la Chine en matière de sécurité et de gouvernance diffèrent significativement. Néanmoins, il est possible de bâtir une coopération entre

la Chine et l'UE dans certains domaines en Asie centrale. Par exemple, la coopération est possible et souhaitable en matière de lutte contre les défis de sécurité globale, tels que la prévention du trafic de drogue, la gestion des eaux ou la protection de l'environnement – autant de questions qui ne peuvent pas être réglées sans une amélioration de la gouvernance de la région.

Annexe 1. Projets d'infrastructure chinois au Tadjikistan

Projet	Période de temps	Compagnie	Prêt
Reconstruction de l'autoroute Douchanbe-Khodjent-Tchanak (construction du tunnel Chakhristan, du tunnel de Maikhura, de 39 ponts petits et grands et de 6 km de protections contre les avalanches)	Juillet 2006 – achèvement prévu en août 2010	China Road and Bridge Company	Prêt d'Eximbank : 282 millions de dollars
Construction du tunnel de Char-Char	Octobre 2006 - achèvement prévu en août 2009	Chinese Railway Company	Prêt chinois : 30 millions de dollars
Ligne à haute tension Nord-Sud (LEP-500)	Mai 2006 - achèvement prévu à l'automne 2010	Tebian Electric Apparatus Stock Company (TBEA)	Prêt d'Eximbank : 267 millions de dollars
Ligne à haute tension Lolazor-Khatlon (LEP-220)	Mai 2006 - juin 2008	Tebian Electric Apparatus Stock Company (TBEA)	Prêt d'Eximbank : 55 millions de dollars

Annexe 2. Projets d'infrastructure chinois au Kirghizstan

Projet	Période de temps	Compagnie	Prêt
Usine de papier de Tokmok	Août 2000 – juillet 2002	Compagnie Complant	Prêt du gouvernement : 7,4 millions de dollars ; Prêt d'Eximbank : 14,7 millions de dollars
Cimenterie de Kyzyl-Kiya	Septembre 2007 – achèvement prévu en mars 2009	CAMC Engineering	Prêt d'Eximbank : 70 millions de dollars (garantis par la banque Turan-Alem, Kazakhstan)
Construction du chemin de fer Chine-Kirghizstan-Ouzbekistan (partie kirghize : Torougart-Ouzgen-Karasouou, 268 km)			Évaluation préliminaire – effectuée grâce à une subvention de la RPC de 2,12 millions de dollars. La Chine a proposé 1,2 milliard de dollars en crédits préférentiels en échange de l'accès aux ressources minières (2006)